

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 27/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NORSKE SKOG**

Route Jean Charles Pellerin  
BP 109  
CEDEX 88194  
88190 Golbey

Références : S-25-727RP  
Code AIOT : 0006202274

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement NORSKE SKOG implanté Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle porte sur l'action nationale PFAS 2025 "rejets aqueux industriels".

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est constitué des textes suivants :

- l'Arrêté Ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- l'Arrêté Ministériel du 10/09/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430,3610a et 3610b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'Arrêté Préfectoral du 28/06/2006 autorisant la société NSG à modifier ses installations et à augmenter la production de papier
- le code de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORSKE SKOG
- Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey

- Code AIOT : 0006202274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La papeterie NSG fabrique du papier journal à base de papier recyclé. Pour répondre à une partie de ses besoins en énergie, la papeterie a recours à une chaudière de co-incinération qui brûle du bois de catégorie B et des boues papetières (chaudière CH2). Les arrêtés applicables sont ceux du 28 septembre 2006 et le 10 octobre 2007. L'Arrêté Préfectoral du 30 novembre 2021 entre en vigueur dès le démarrage de production de papier pour ondulé (PPO) à partir de mai 2025

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 2.2.1	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5-12	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 8.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures réalisées indiquent une présence de PFAS dans les rejets à la sortie de la station d'épuration du site (STEP).

L'exploitant a défini un plan d'actions pour supprimer/réduire les émissions de PFAS.

Les investigations n'ont pour le moment pas permis d'identifier les causes des émissions de PFAS.

Un Arrêté Préfectoral Complémentaire sera présenté pour acter le plan d'action de l'exploitant et approfondir les recherches.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> Concernant la campagne de mesures de novembre 2023 à janvier 2024, l'exploitant indique avoir transmis les résultats dans les délais : la date de transmission du 19/12/2024 indiquée dans GIDAF correspond à une correction réalisée par l'exploitant à la demande de l'inspection concernant la saisie des valeurs réelles mesurées qui étaient inférieures au seuil de quantification imposé à 100 ng/l. Concernant les mesures de surveillance, les résultats des analyses effectuées en février 2025 ont été transmis le 19/03/2025, ceux des analyses de mai 2025 le 12/06/2025. Pour ces analyses, les mesures n'indiquent pas de valeurs mesurées en dessous du seuil de détection imposé. Avant la visite, une vérification de saisie, notamment des unités, a été faite et ne soulève aucune remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5-12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b> VII- toutes les installations Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes selon le flux journalier maximal autorisé. 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (1) (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l (1) Ces substances dangereuses sont visées par des objectifs de suppression des émissions et satisfont en conséquence en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998.
<b>Constats :</b> Toutes les mesures réalisées indiquent une valeur de PFOS < 25 µg/l. Une valeur de PFOS a été relevée à 50 ng/l (soit 0.05 µg/l) le 23/01/2024 en aval de la station d'épuration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare ne pas avoir détecté la présence de PFAS utilisés dans son établissement.</p> <p>Il indique avoir analysé les fiches de sécurité.</p> <p>Il précise également avoir demandé à ses fournisseurs une réactualisation des fiches.</p> <p>Il indique avoir interrogé ses fournisseurs : les quelques retours obtenus sous forme d'attestation de non présence "en tant que produit" ne permettent pas d'inscrire un PFAS à la liste.</p> <p>Il précise une interrogation de la filière sur la recherche d'éventuelles sources de PFAS chez les papetiers.</p> <p>Les analyses effectuées ont porté sur les 20 PFAS obligatoires et les 8 PFAS recommandés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a défini un plan d'action de suppression/réduction des PFAS dès réception du courrier de l'inspection daté du 24/06/2024.</p> <p>Ce plan comprend différentes actions d'investigations qui ont été réalisées à ce jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérifier l'exactitude des résultats dans GIDAF ;</li> <li>- Rechercher le lien entre rejets et notre activité de ces jours-ci ;</li> <li>- Vérifier l'eau d'entrée ;</li> <li>- Rechercher le fluor organique dans les produits chimiques ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rechercher PFAS dans les produits chimiques ;</li> <li>- Rechercher d'autres PFAS ;</li> <li>- Demander à Pavatex leur analyse PFAS de leur rejet ;</li> <li>- Demander aux fournisseurs des principaux produits chimiques si leur FDS est à jour en terme de PFAS/AOF et savoir sinon où ils en sont <i>[retour partiel]</i> "</li> </ul> <p>Certaines actions ne sont pas encore réalisées ou en cours, notamment la réalisation d'une cartographie des flux des effluents arrivant à la station d'épuration (comprenant également les effluents de PAVATEX et GVE qui y sont traités). Cette action vise à réaliser un bilan 24 heures en différents points du réseau et en sortie de station afin d'identifier les sources potentielles de PFAS. L'exploitant indique quelques difficultés à résoudre, notamment en lien avec l'arrêt des machines, mais une programmation est établie pour 2025.</p> <p>L'inspection a connaissance des résultats des mesures sur l'ensemble du site et encourage l'exploitant à mener cette action, les investigations précédentes n'ayant pour le moment pas permis d'identifier une source de PFAS.</p> <p>Des analyses complémentaires (eaux au tambour avec et sans chimie? ; eau de rejet en filtrant au préalable? eau du bassin pluvial?) sont également étudiées et inscrites au plan.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 5 : 5. Mesures d'investigation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 2.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li> <li>- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</li> <li>- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer les rejets de PFAS à la sortie de la station d'épuration. Les concentrations relevées sont faibles mais compte tenu des volumes concernés, les flux en résultant ne sont pas négligeables. Il a été rappelé à l'exploitant, qu'un paramètre non quantifié car sous le seuil de 100 ng/l ne devait pas être interprété comme une absence de PFAS (p.15 de la note d'application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ).</p> <p>Le plan d'action de l'exploitant comprend différentes mesures d'investigation restant à réaliser, notamment la cartographie des flux en amont de la station d'épuration.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser des analyses sur les rejets d'eaux pluviales.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de continuer à investiguer par la définition et la mise en place d'autres mesures comme des analyses sur la matière première, la réalisation d'analyse de type</p>

<p>"TOP ASSAY" (Total Oxidisable Precursor : méthode permettant par oxydation de transformer les composés précurseurs non détectables en composés identifiables).</p> <p>Un Arrêté Préfectoral Complémentaire précisera les mesures imposées à l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au moment de la visite, et en attente des résultats des investigations programmées :</p> <p>SANS OBJET.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : 7. Mesures de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance trimestrielle a été programmée pour l'année 2025 et est prévue pour 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La surveillance sera adaptée au regard des résultats des analyses futures (elle pourra par exemple être imposée au rejet des eaux pluviales) et des actions suppression/réduction à venir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite